

[ACCUEIL](#)[POLITIQUE](#)[MONDE](#)[ÉCONOMIE](#)[DÉFENSE](#)[SOCIÉTÉ](#)

|

ExxonMobil et Chevron sont-elles à l'origine de l'intervention américaine au Venezuela?



06.01.2026

Trump a annoncé que des entreprises comme ExxonMobil et Chevron investiraient des milliards au Venezuela, afin de recouvrer l'accès aux gisements pétroliers et de régler les dettes en cours. Ces deux compagnies, les plus importantes du secteur pétrolier américain, sont issues de Standard Oil et se disputent la première place en termes de chiffre d'affaires et de capitalisation boursière. BlackRock est un actionnaire majeur.

ExxonMobil est-elle un empire privé? Steve Coll, lauréat du prix Pulitzer à deux reprises, [affirme](#) dans son ouvrage *Private Empire: ExxonMobil and American Power* qu'«ExxonMobil est un État

ACTUALITÉS

BlackRock intervient dans les investissements en

7 JANVIER 2026

Politico: les États-Unis ont signé une déclaration de garanties de sécurité pour l'Ukraine

7 JANVIER 2026

L'UE prévoit plus de 100 milliards d'euros pour contrôler les informations

6 JANVIER 2026

Delcy Rodriguez a été nommée en tant que présidente intérimaire du Venezuela

6 JANVIER 2026

Ukraine: l'ancienne ambassadrice canadienne devient ministre du Développement

corporatif au sein de l'État américain et qu'elle applique ses propres règles en matière de politique étrangère». Dans le même livre, Coll soutient également qu'«ExxonMobil possède un bureau à Washington et que les dons de son comité d'action politique aux campagnes présidentielles américaines sont fortement orientés vers un seul secteur: le Parti républicain».

6 JANVIER 2026

Toutes les act

Enfin, le texte ajoute qu'«ExxonMobil se considère fièrement comme un État souverain et indépendant, maître de son destin, avec sa propre politique étrangère et sa propre politique économique». ExxonMobil ferait également partie du quatrième pouvoir du gouvernement américain, un agent pathogène de nature totalitaire devenu un État parallèle et une véritable puissance occulte dont les tentacules s'étendent à toutes les sphères du pouvoir et qui oriente la politique étrangère des États-Unis.

[Suivez-nous sur @ObsCor](#)

ExxonMobil et le Venezuela. ExxonMobil a quitté le pays en 2007 après la nationalisation par Hugo Chávez et a porté l'affaire devant le CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements a été créé par la Convention de Washington du 18 mars 1965), obtenant une indemnisation d'environ 1,6 milliard de dollars, bien qu'inférieure à sa demande initiale. L'entreprise continue de faire pression pour le maintien des sanctions contre le Venezuela, telles que le droit de douane de 25% sur son pétrole, afin de servir ses intérêts dans la région. Trump a évoqué des investissements de «milliards» de dollars réalisés par des entreprises comme ExxonMobil et Chevron au Venezuela, leur permettant de recouvrer l'accès aux champs pétroliers et de régler leurs dettes. ExxonMobil, grande compagnie pétrolière américaine forte de son expérience dans le traitement du pétrole brut lourd vénézuélien, en tirerait indirectement profit et sa position dominante au Guyana s'en trouverait renforcée.

ExxonMobil et l'Essequibo. Le différend centenaire qui oppose le Venezuela et le Guyana au sujet de la région de l'Essequibo, et qui perdure depuis 1966, s'est intensifié en 2015 suite à la découverte de gisements de pétrole par Exxon dans la zone. Les tensions se sont exacerbées après la tenue d'[un référendum](#) sur la souveraineté de l'Essequibo au Venezuela le 3 décembre 2023 et [l'incursion](#) d'un navire de guerre britannique dans les eaux guyanaises. En mars 2024, le Venezuela a adopté [une loi](#) affirmant sa souveraineté sur l'Essequibo. Le Venezuela a réagi [en mobilisant](#) plus de 5.600 soldats pour des exercices militaires près de la frontière contestée.



Cependant, malgré les affirmations du Venezuela, le président local de la compagnie, Alistair Routledge, [a annoncé](#) en 2024 qu'«ExxonMobil prévoit de forer deux puits au large des côtes de l'Essequibo cette année», confiant dans la protection militaire américaine dont elle bénéficiera.

«Le pétrole est au centre des tensions entre le Venezuela et le Guyana», souligne le site *Connaissance des Énergies*, rappelant que «le conflit est ancien, non résolu, et donc se réactive en fonction de la conjoncture diplomatique ou politique du Venezuela».

Chevron, grand gagnant. Chevron opère sous une licence spéciale du Trésor américain (renouvelée récemment, notamment en 2025), qui autorise une production et des exportations limitées, mais assorties de restrictions (par exemple, l'interdiction de tout versement direct au gouvernement Maduro par le passé). Cette licence pourrait être étendue ou modifiée, faisant de Chevron le principal bénéficiaire à court terme. Chevron poursuit ses activités dans le cadre de coentreprises avec PDVSA (la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne) à Petroboscán et Petropiar, ainsi qu'avec de nouveaux projets dans la ceinture de l'Orénoque, et produit environ un quart du pétrole vénézuélien (environ 150.000 à 200.000 barils par jour), principalement du pétrole brut lourd exporté vers les raffineries américaines. Cependant, le retour à une production comparable à celle des années précédentes (3 à 5 millions de barils par jour) nécessitera des centaines de milliards de dollars d'investissements et un délai de 6 à 10 ans.

La Chine, grand perdant? La Chine est le principal acheteur de pétrole vénézuélien et, en 2025, a absorbé entre 55% et 80% des exportations vénézuéliennes pendant plusieurs mois, ce qui représente environ 4% de ses importations totales de pétrole brut. Une grande partie de ces importations sert à rembourser les prêts chinois accumulés (plus de 60 milliards de dollars depuis 2007).

Des entreprises chinoises, principalement la China National Petroleum Corporation (CNPC), société d'État, exploitent des coentreprises avec la compagnie pétrolière d'État vénézuélienne PDVSA, notamment Petrolera Sinovensa, où la CNPC participe à la production de pétrole lourd dans la ceinture pétrolière de l'Orénoque, ainsi qu'à des projets comme Petrourica et Petrozumano. En 2024-2025, une entreprise privée chinoise (China Concord Resources Corp.) a signé un contrat de 20 ans pour le développement de gisements pétroliers, avec un investissement prévu de plus d'un milliard de dollars pour une production allant jusqu'à 60.000 barils par jour. Toutefois, suite à l'intervention des États-Unis, les exportations vers la Chine ont été temporairement suspendues, les États-Unis cherchant à rediriger le pétrole vers leur propre marché et à réduire les flux vers la Chine.



Germán Gorraiz López, analyste politique

Les opinions exprimées par les analystes ne peuvent être considérées comme émanant des éditeurs du portail. Elles n'engagent que la responsabilité des auteurs. Observateur Continental se dégage de toutes responsabilités concernant le

Le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes

Abonnez-vous à notre chaîne Telegram: https://t.me/observateur_continental

[Qui sommes-nous](#)

[CGU](#)

© 2019 OBSERVATEUR CONTINENTAL Tous droits réservés

